



09-08-2013

LE GOUVERNEMENT ORGANISE LE RACKET DE L'ÉPARGNE POPULAIRE

S'il fallait encore se convaincre que ce sont les multinationales qui dictent leurs exigences au pouvoir en place, le dernier épisode concernant l'utilisation de l'épargne des français conforte encore cette réalité.

Le 19 Juillet dernier, Hollande a reçu les membres du Comité Exécutif de la Fédération française des banques à l'Élysée.

On le savait très attentif, attentionné et réactif aux attentes des multinationales, mais pour donner des gages de sa complète soumission, il agit maintenant par anticipation.

De quoi s'agit-il ?

L'épargne des français (livret A, livret du développement durable, livret bleu) est gérée par la Caisse des dépôts et Consignation (CDC), organisme public en charge de financer pour l'essentiel la politique du logement social.

En 2009, le gouvernement Sarkozy avait déjà permis aux banques de faire main basse sur 37,6 milliards d'euros (35% des fonds) provenant de l'épargne pour « aider l'économie ». En fait, l'économie continue de se dégrader, les milliards détournés sont venus gonfler les profits des grandes banques.

Aujourd'hui, Hollande et ses alliés renouvellent l'opération en utilisant le même motif : relancer l'économie.

Le Comité Exécutif des banques françaises est reparti avec un chèque de 30 milliards et la promesse d'un nouveau chèque de 20 milliards supplémentaires si les banques se montrent « promptes à aider les entreprises ». Ces masses financières échappent évidemment à tout contrôle et vont servir, selon les patrons banquiers à « renforcer les liquidités disponibles ». On aura compris leur destination.

En spéculant sur la crise, les banques françaises accumulent les profits :

- *- Au 2^{ème} trimestre, la Société générale a multiplié ses résultats par deux,
- *- Le Crédit Agricole par six avec respectivement 955 et 696 millions de profits,
- *- La BNP Paribas réalise un bénéfice de 1,76 milliards d'euros.

Dans le même temps, les suppressions d'emplois se poursuivent dans l'ensemble du secteur bancaire. Une étude d'un cabinet d'experts (R. Berger) prévoit que 2 à 4% des agences bancaires pourraient chaque année fermer leurs portes.

Le Crédit Agricole a annoncé avoir réduit ses effectifs de 9,5% dans le monde, soit l'équivalent de 8000 postes. Après avoir supprimé 279 postes en France en 2012 dans les caisses régionales, le groupe envisage d'en supprimer encore 1400 en 2013.

La Société Générale a fait passer son « plan d'économie » de 550 à 1450 millions d'euros.

La BNP supprime des emplois en France et recrute outre-Rhin où la conjoncture est plus favorable.

En organisant le racket de l'épargne populaire, le gouvernement vient de donner aux banques 60 fois la subvention allouée chaque année à la construction d'HLM.

Entre une politique du logement social répondant aux immenses besoins et la finance, le gouvernement a choisi.

C'est à cela qu'il faut mettre fin.

www.sitecommunistes.org